Réformes ottomanes et cohabitation entre chrétiens et Kurdes (1839-1915))

Hans-Lukas Kieser

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9218>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9218

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 29 mars 2010

Pagination : 43-60

Référence électronique

Hans-Lukas Kieser, « Réformes ottomanes et cohabitation entre chrétiens et Kurdes (1839-1915)) », *Études rurales* [En ligne], 186 | 2010, mis en ligne le 11 mars 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9218> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.9218

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Réformes ottomanes et cohabitation entre chrétiens et Kurdes (1839-1915))

Hans-Lukas Kieser

- 1 DANS LES RÉGIONS RURALES des provinces orientales de l'Empire ottoman, la fin de la cohabitation entre chrétiens et Kurdes coïncide avec ce que la plupart des spécialistes appellent aujourd'hui « le génocide arménien » – question d'actualité en matière de diplomatie (dans le cadre des efforts internationaux de réconciliation notamment) et en matière de recherche historiographique¹. Les litiges arméno-kurdes à propos de la propriété foncière ont été un facteur déterminant du génocide. Non résolu du point de vue légal et contraires aux visées égalitaires des réformes ottomanes, ces litiges ont fait échouer la coopération politique arméno-turque initiée lors de la « révolution des Jeunes-Turcs » de 1908. Cet échec signifiait l'abandon de la perspective d'un État de droit multiethnique au profit d'une Asie Mineure comme foyer exclusivement turc. De ce fait, le rapport entre pouvoir et territoire allait fondamentalement changer et conditionner la question kurde tout au long du siècle.
- 2 Dans les provinces orientales (Trabzon, Erzurum, Van, Diyarbakir, Mamuretulaziz, Sivas), les Kurdes, pour la plupart sunnites, vivaient aux côtés des chrétiens orientaux dans une hiérarchie impériale traditionnelle qui privilégiait les premiers. En Asie Mineure et en Mésopotamie septentrionale, ces chrétiens étaient principalement des Arméniens, des Rûms (Grecs orthodoxes), des Nestoriens, des Chaldéens et des Syriaques (les trois derniers groupes étant aussi appelés Assyriens). Parmi les chrétiens orientaux, les Arméniens étaient de loin majoritaires tout en étant minoritaires par rapport aux musulmans, kurdes pour la plupart. Au ^{xix} siècle, de nouvelles interactions avec la capitale, qui prônait des réformes centralisatrices, et avec les puissances occidentales, nouvellement présentes dans la région, changèrent la fabrique sociale ottomane. Des pachas, des missionnaires, des consuls ainsi que des commerçants venus d'Europe, de Russie et des États-Unis pénétrèrent l'espace rural et les centres provinciaux.

- 3 Sachant mieux gérer ces nouvelles dynamiques internes et internationales, qu'ils saluaient en général, les chrétiens vivaient une « renaissance » éducative, sociale et « nationale ». Cette renaissance, tout comme les édits de l'État réformateur des *tanzimat* (1839-1876), visait l'égalité dans la participation à la vie sociale et politique en Asie Mineure. Ces nouvelles dynamiques éveillaient envie et suspicion chez leurs voisins musulmans, en particulier les Kurdes, qui jusque-là avaient joui d'une autonomie séculaire. Non sans raison, ceux-ci craignaient, après avoir perdu le privilège religieux, de devenir également les perdants de ces nouvelles dynamiques.

L'Asie Mineure et la Mésopotamie au début du xx^e siècle vues par les missionnaires américains (*The Missionary Herald*, 1909, p. 101)

- 4 En effet, la société égalitaire, mais toujours ethno-religieusement plurielle et non homogène, à laquelle aspiraient les Arméniens s'avérait être un défi à relever, particulièrement pressant dans les provinces à majorité kurdo-arménienne. Raison pour laquelle, depuis le Congrès de Berlin de 1878, « la question arménienne » était au cœur de « la grande question d'Orient » portant sur l'avenir du monde ottoman, question qui avait été formulée à l'échelle internationale à la fin du XVIII^e siècle. Dans les provinces orientales, la question arménienne était en grande partie une question arméno-kurde, et cette question arméno-kurde, une question agraire relative à la propriété foncière issue du transfert, souvent coercitif, des terres chrétiennes aux musulmans, et, avant tout, aux Kurdes.
- 5 Cet article se propose de décrire les nouveaux acteurs et facteurs, internes et externes, de la cohabitation entre chrétiens et Kurdes dans l'Empire ottoman tardif. Pour ce faire, nous suivrons un plan chronologique. Nous distinguerons quatre étapes dans le processus de dégradation des relations arméno-kurdes : premièrement, le nouvel ordre des *tanzimat*, qui débute par la « conquête intérieure » du Kurdistan dans les années 1830 et culmine avec l'édit de la réforme de 1856 et le code foncier de 1858 ; deuxièmement, le grand massacre anti-arménien de l'automne 1895, qui signale une crise profonde dans la cohabitation arméno-kurde ; troisièmement, les nouvelles opportunités créées par la « révolution des Jeunes-Turcs » de 1908, y compris le plan international de réforme établi

entre 1912 et 1914 ; quatrième, la Première Guerre mondiale, avec le génocide de 1915 qui a définitivement mis fin à la cohabitation.

- 6 Nous nous intéresserons particulièrement à l'égalité ethno-religieuse, aux rapports entre le pouvoir, la communauté-nation et le territoire, à la propriété foncière et à l'internationalisation des litiges kurdo-arméniens. Il semblerait que les leaders kurdes aient réagi à l'égalité proclamée par les réformes et à l'ascension sociale des chrétiens en s'appropriant des terres, y compris par la force : d'où l'émergence d'une question agraire. Ce faisant, ces leaders asservissaient nombre de paysans, surtout chrétiens mais pas exclusivement. Quoique défavorisés par les réformes centralisatrices ottomanes et peu concernés par une « renaissance nationale », beaucoup de notables kurdes parvinrent à acquérir un nouveau pouvoir par le biais de la propriété foncière.
- 7 Centré sur la question agraire, l'article n'approfondira pas certains aspects de la cohabitation : le fait que, malgré la détérioration de leurs relations, Kurdes et chrétiens aient continué à cohabiter de façon paisible, et le fait que les acteurs kurdes soient pluriels et aient pu avoir des intérêts divergents.

Les termes de la cohabitation au XIX^e siècle

- 8 Depuis la conquête ottomane de l'Anatolie orientale dans les années 1510 existaient des administrations autonomes kurdes. Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, cette forme d'administration, atypique dans l'Empire centralisé, était caractéristique des régions kurdes. Si ces administrations fonctionnaient à l'image de la cour du sultan, les muftis, comme la grande majorité des Kurdes, observaient le rite sunnite shafiite, et non hanéfite comme le faisait la cour ottomane. Les paysans, artisans et commerçants chrétiens étaient la source principale des impôts, y compris la capitation des sujets ottomans non musulmans (*jiziye*) [Ohsson 1824 : 298-299]. Sous Mahmoud II et son successeur Abdulméjid I^{er}, dans les années 1830 et 1840, les campagnes militaires détruisirent ces administrations, obéissant en cela à la volonté de recentraliser et d'uniformiser l'Empire suivant le modèle français, sans tenir compte de l'ancrage des autonomies kurdes. Ainsi l'État des *tanzimat* a-t-il frustré les Kurdes et n'a-t-il pas su leur donner de nouvelles perspectives. Les campagnes militaires brutales ont au contraire contribué à s'aliéner les Kurdes, comme l'écrivit l'officier allemand alors sur place, Helmuth Karl Bernhard, comte von Moltke [1893 : 302]. Les non-musulmans de la région, en revanche, attendaient beaucoup des réformes car elles promettaient une égalité complète sans perte d'autonomie religieuse et culturelle.
- 9 Or, le problème majeur fut l'incapacité de l'État à établir un ordre nouveau après la suppression des émirats, surtout en dehors des centres provinciaux. L'Anatolie orientale étant une région vaste et difficile d'accès, le désordre y fut particulièrement virulent. Dans les années 1830 et 1840, Bedir Khan Bey, l'émir de Botan, combla ce vide d'autorité en étendant son émirat à une région comprise entre Diyarbakir, Van, Urmia et Mossoul. La Sublime Porte (le gouvernement ottoman), affaiblie par la guerre ottomano-égyptienne et la défaite de Nizip en 1839, le laissa faire. En particulier, elle laissa l'émir de Hakkari, Nurullah, soutenu par Bedir Khan Bey, étouffer la tentative d'autonomisation des Nestoriens, qui refusaient de payer à l'émir kurde les tributs traditionnels. La Sublime Porte ne sembla pas davantage s'émouvoir du massacre de plusieurs milliers de Nestoriens lors de leur subjugation par les émirs kurdes dans les années 1840, notamment

lors de la campagne de 1844. Si les *tanzimat* étaient censés abolir les tributs traditionnels au profit d'impôts modernes directs, dans la réalité, une double taxation pesait sur les paysans : en effet, la pratique du *kışlak* (hébergement de tribus kurdes durant l'hiver dans des villages arméniens) et d'autres formes de tributs traditionnels furent maintenues². Contrairement aux Kurdes, peu d'Arméniens et de chrétiens étaient nomades. La dernière grande campagne de la « conquête intérieure » du Kurdistan renversa Bedir Khan Bey en 1847. Elle s'inscrivait dans la logique des *tanzimat* et répondait à la pression des puissances européennes, la France surtout, qui s'affichait comme protectrice des chrétiens orientaux [Gökçe 1997].

- 10 À l'heure des réformes, dans les régions kurdes ottomanes, les rapports de force et les termes de la cohabitation changèrent. Les chrétiens commençaient à lutter pour la cohabitation égalitaire que les *tanzimat* leur avaient promise, défiant ainsi les musulmans qui se qualifiaient eux-mêmes de « nation dominante » (*millet-i hâkime*). Avant d'être totalement destitués, quelques émirs kurdes avaient profité de la vacance du pouvoir pour rétablir provisoirement des émirats à hiérarchie traditionnelle, comme celui de Bedir Khan Bey. Des acteurs religieux, à commencer par le Nestorien Mar Shimon, entraient dans le paysage politique, à mi-chemin entre les ordres ancien et nouveau. S'agissant des Kurdes, des cheikhs au profil religieux plus marqué que celui des émirs jouaient désormais le rôle de médiateurs et de leaders politiques supratribaux. L'ordre sunnite de la Nakchbendiya notamment gagnait en influence. D'ailleurs, un cheikh issu de cet ordre, Taha de Nehri, avait déclaré « djihad » la campagne contre les Nestoriens et avait fait lapider une « renégate » juive. L'aspect religieux restera présent dans les persécutions ultérieures. Les massacres de 1895, le génocide de 1915 et les expulsions de la guerre d'indépendance (1919-1922) ont été considérés par maints acteurs locaux comme des djihads de l'*ummah* (la communauté des croyants). Le djihad visait les « traîtres » et les « infidèles », qui, menacés de mort dès 1895, s'étaient convertis en nombre [Kieser 2000 : 63-68 ; Deringil 2009].
- 11 Dans toutes les provinces de l'Est, y compris dans les campagnes, le champ religieux se vit considérablement transformé. La situation devint extrêmement tendue à partir des années 1840, avec l'installation de nouvelles missions occidentales protestantes, avant tout américaines. Ces missions proposaient une éducation et des services de santé modernes, ouverts à tous mais dont profitaient en premier lieu les chrétiens ottomans. Les Américains espéraient que l'État des *tanzimat* supplanterait l'ancien régime et parviendrait à établir une pluralité égalitaire. Celle-ci devait permettre aux groupes jusqu'alors subordonnés ou marginalisés – les Alévis³ y compris – de devenir les agents d'un avenir moderne, égalitaire et évangélique [Kieser 2000 : 54-78]. L'édit de la réforme de 1856 proclama en effet l'égalité tout en consolidant les *millet* (« communautés religieuses »), en l'occurrence les communautés chrétiennes et juives ottomanes.
- 12 Cet édit préconisait que les communautés arméniennes, rûms, juives et, plus tard, syriaques soient organisées sur la base d'une assemblée composée de représentants élus et d'une constitution (*nizâmnâme*), bref, de petites démocraties de *millet* sans ancrage territorial particulier, dispersées dans tout l'Empire. Il s'agissait là d'une idée avant-gardiste qui combinait égalité – ce que l'Europe occidentale avait récemment (plus ou moins) réalisé dans ses États-nations – et diversité ethnoreligieuse – ce que l'Europe ne connaissait plus (elle ne la connaît à nouveau qu'après l'immigration de la fin du xx^e siècle, sans toutefois lui donner une forme aussi institutionnelle).

- 13 Bien que ce ne soit pas la seule cause, la détérioration de la cohabitation résulta principalement du combat farouche que menèrent les leaders musulmans sur place. Craignant d'être les perdants des réformes en termes symboliques (dévalorisation de l'islam) et matériels (remise en question de la hiérarchie sociale, en particulier de l'asservissement des agriculteurs arméniens), ils invoquaient souvent leurs privilèges religieux quand ils s'élevaient contre les non-musulmans, à qui ils reprochaient d'être de connivence avec les grandes puissances, véritables responsables des réformes selon eux. Pourtant, les notables urbains sunnites, les aghas (propriétaires fonciers) et les cheikhs furent les principaux bénéficiaires du désordre et des changements au niveau local. Corrompant les fonctionnaires, ils réussirent à faire inscrire à leur nom un grand nombre de terres en se réclamant du nouveau code foncier de 1858. À l'encontre de l'esprit de la loi libéral et égalitaire, ils exploitèrent en toute impunité les paysans démunis, sédentaires, qui travaillaient la terre [van Bruinessen 1989 : 244-246]⁴.
- 14 Le code foncier de 1858 établissait la propriété individuelle sur la base de *tapu* (actes de propriété) imposables et transmissibles tant à des héritières qu'à des héritiers : innovation de taille. Les impôts sur les terres cultivables étaient la principale source de revenu de l'État ottoman. Le code manquait pourtant de dispositions à l'égard des agriculteurs travaillant les terres des grands propriétaires, ce qui permettait d'éviter les conflits, comme le suggère une étude récente [Aytekin 2009]. Les grands propriétaires avaient pu s'établir bien avant 1858 en usurpant des terres publiques (*miri*) [Hanioglu 2008 : 18]. Les *miri*, qui comprenaient toutes les terres cultivables, ne pouvaient légalement être que transférées, et non achetées ou vendues. Les agriculteurs en étaient locataires, jamais propriétaires, ce que le code de 1858 allait fondamentalement changer. Là où ce code était appliqué en toute légalité, les *tapu* n'étaient souvent pas respectés par des voisins plus puissants. Ce que confirma Krikor Zohrap, avocat et député au Parlement ottoman entre 1908 et 1915 :
- La plupart des chefs kurdes, propriétaires de plusieurs villages et de nombreux troupeaux, ne le sont devenus que grâce à l'impunité que leur assurait leur qualité de musulman [Léart 1913 : 17].
- 15 En somme, le code foncier se prêtait à tous les abus, surtout là où l'État était faible. Si les paysans kurdes ne savaient pas se faire entendre, les paysans arméniens, eux, grâce à leur éducation, leur organisation en *millet* et leurs contacts avec les étrangers, savaient faire valoir leurs droits. Contrairement à ce qui se passait dans les régions kurdes isolées, en Cilicie, région proche des ports, des chemins de fer et des navires de guerre européens, les Arméniens purent, grâce au code foncier, acquérir des terres en quantité. Ils commencèrent à y produire de manière rationalisée du coton, du blé, de l'orge et de la laine [Astourian 2011], ce qui leur permit de s'enrichir.
- 16 C'est cette situation qui fut à l'origine des massacres d'avril 1909 à Adana, qui stoppèrent net le processus d'acquisition foncière.

Vers les massacres de 1895

- 17 Autour de 1870, *İnkılâb* (Révolution), un journal d'opposition implanté dans la capitale, journal d'intellectuels musulmans qui se faisaient appeler « Jeunes Ottomans », déclara que les Arméniens étaient les compatriotes préférés des musulmans. Il encourageait en même temps les Arméniens de Van et de Mouch à s'unir contre les exactions des tribus kurdes et contre un gouvernement corrompu [Bilgelil 1976 : 171-173, 207-209]. Une

commission de l'assemblée du *millet* arménien rédigea des rapports sur les « oppressions dans les provinces », dont la plupart consistaient dans l'usurpation de terres. Plus tard, une commission semblable recensa 7 000 cas de spoliation entre 1890 et 1910 dans 32 districts d'Anatolie orientale, concernant 741 000 hectares de propriété arménienne (terres cultivables, pâturages, villages, monastères). Les problèmes agraires et sécuritaires s'aggravèrent à la suite de l'installation systématique, en Anatolie orientale, de *muhacir*, c'est-à-dire de réfugiés musulmans, surtout caucasiens, victimes de l'expansion de la Russie jusqu'au Caucase et des défaites ottomanes dans les Balkans. Les responsables gouvernementaux dans les provinces étaient perçus comme favorisant les spoliations. Compte tenu du rapport de force au niveau local et du préjugé religieux, un chrétien ne pouvait guère gagner de procès contre un notable sunnite⁵, en particulier dans les six provinces orientales. Une émigration arménienne massive se développa à partir de ces six provinces. Le transfert de terres dans des mains peu expérimentées – kurdes, *muhacir* et autres – ainsi que le climat général d'insécurité entravèrent la production agricole [Kévorkian 1992 : 44-45 ; Astourian 2011]⁶.

- 18 Depuis la fin du XIX^e siècle, le problème agricole et sécuritaire était inhérent à la question arménienne, à la fois sur le plan local et sur le plan diplomatique. En 1878, le Congrès de Berlin lui donna une dimension internationale. Les puissances européennes s'engagèrent en faveur des réformes ottomanes à même de garantir la sécurité et la propriété des Arméniens dans les six provinces orientales (article 61 du traité du 13 juillet 1878). En même temps, les agences étrangères, notamment les consulats, y compris les nouveaux *Consuls for Kurdistan* britanniques et les succursales de la Régie des Tabacs⁷, se multipliaient dans ces provinces. Elles interagissaient de préférence avec les non-musulmans et recrutaient le plus souvent leur personnel parmi eux. Un autre point sensible était les capitulations, c'est-à-dire le privilège en termes d'impôt et de juridiction dont bénéficiaient les étrangers mais dont pouvaient également bénéficier ceux qui, parmi le personnel des institutions étrangères, avaient été naturalisés et étaient devenus citoyens d'une puissance européenne [Quataert 1983].
- 19 Penser l'avenir kurdo-arménien en termes d'une pluralité égalitaire qui continuerait à maintenir les *millet* – à l'instar du Liban après 1861, établi sous pression européenne et régi par un gouverneur chrétien ottoman – allait à l'encontre de la logique ethno-nationale prépondérante lors du Congrès de Berlin. En fait, des deux côtés, les *tanzimat* avaient peu de crédit. De plus, dans l'article 61, les Kurdes et les Caucasiens étaient présentés comme un facteur d'insécurité uniquement. Le soulèvement de 1879-1880 conduit par Cheikh Ubeydulla, fils de Taha de Nehri, était de fait une réaction à cet article, sans toutefois être dirigé spécifiquement contre les Arméniens. Dans sa lettre adressée à la diplomatie britannique, Ubeydulla soulignait l'injuste négligence des Européens vis-à-vis des Kurdes et faisait valoir le droit de la « nation kurde » à s'autogouverner, laquelle avait souffert sous les Ottomans et les Perses [Joseph 1961 : 109-110 ; Özoğlu 2004 : 72-79]. Le nouvel ordre ethno-national promu dans les provinces balkaniques perdues par les Ottomans s'avérait très attractif. À l'encontre des principes des *tanzimat* mais utilisant leurs catégories ethno-religieuses, cet ordre se fondait sur une égalité assimilatrice : l'ethno-nation qui devait s'établir en État-nation, auquel devait correspondre un territoire particulier. Dans les Balkans, les *millet* et leurs églises autocéphales n'avaient – nous l'avons indiqué – pas d'ancrage territorial.
- 20 En raison des pertes ottomanes dans les Balkans, le sultan Abdulhamid II et son entourage ne souhaitèrent pas donner suite à l'idéal que poursuivaient les *tanzimat*. Ils refusaient

d'appliquer aux provinces de l'Est le modèle libanais, considéré comme humiliant pour la souveraineté ottomane. De surcroît, ils soupçonnaient les Arméniens de vouloir suivre l'exemple séparatiste bulgare. Une nouvelle politique islamiste devait donc venir renforcer l'orientation sunnite de l'Empire, l'urgence étant de « sauver l'État ». La plupart des dirigeants tribaux et religieux kurdes se rallièrent à Abdulhamid II, qui, plus que ses prédécesseurs, fit valoir sa double fonction de sultan et de calife. Celui-ci créa pour les fils de chefs de tribu une école ainsi que des régiments de cavalerie (les Hamidiye) qui leur accordaient un statut privilégié (armement, exonération de l'impôt, quasi-immunité judiciaire). Sa politique, qui incluait une mission sunnite, était hostile aux Alévis et aux Yézidis⁸ [Klein 2002 ; Gölbaş 2008].

- 21 La politique hamidienne réconciliait partiellement l'État central et les Kurdes mais compromettait fondamentalement la cohabitation des populations dans les marches orientales de l'Empire. L'égalité plurielle, seule à même de rendre possible – au moins aux yeux de l'intelligentsia non musulmane – un futur ottoman pluriel religieux, devenait caduque, même si ni l'édit de la réforme de 1856 ni la constitution ottomane de 1876 n'avaient été annulés (le Parlement sera suspendu dès 1878). Les réformes promises à Berlin restèrent lettre morte. La situation dans les provinces orientales se polarisa dangereusement, d'autant plus que de nouveaux acteurs entraient en scène : des groupes révolutionnaires arméniens, inspirés des courants révolutionnaires russes. Les provinces orientales devinrent ainsi un terrain conflictuel soumis à des forces locales, régionales, impériales et internationales. Un groupuscule du parti Hentchak (parti social démocrate arménien) organisa une grève contre la levée d'impôts dans la région montagnarde de Sassoun, entre Mouch et Bitlis. Cette grève fut suivie d'une répression sanglante, qui réactiva la question des réformes en Anatolie orientale. Un plan de réforme détaillé répondant aux principes des *tanzimat* et à l'article 61 du traité de Berlin, et visant une cohabitation égalitaire et participative, fut finalement signé par le sultan le 17 octobre 1895. Ce plan remettait en question les privilèges kurdes introduits par Abdulhamid II.
- 22 La réponse sur place fut le massacre, en quelques semaines, de 100 000 Arméniens par des sunnites locaux et des bandes régionales dans les villes et les villages d'Anatolie centrale et orientale. Organisées dans les mosquées, les tueries commencèrent par les villes où ne vivaient que très peu de Kurdes. Toutefois des Kurdes des zones rurales se rallièrent au mouvement en attaquant des villages arméniens. Hormis les arménologues, qui se sont depuis toujours intéressés à ce massacre, c'est depuis peu seulement que d'autres chercheurs se penchent sur cette tragédie, très choquante au beau milieu de la Belle Époque. Ces universitaires [Kieser 2000 : 140-152 ; Deringil 2009] interrogent les effets de la politique impériale islamiste, l'envie sociale, le potentiel d'agressivité, la rhétorique religieuse, l'impasse à laquelle mène la violence révolutionnaire ; ils interrogent aussi l'utopie de la pluralité égalitaire et l'immobilisme des Européens – reprenant ainsi des questions que des contemporains de l'époque s'étaient déjà posées [Lepsius 1896].
- 23 Pour les meneurs régionaux, qui se croyaient soutenus par le sultan mais qui le défiaient parfois aussi, il s'agissait de défendre et d'étendre leurs acquis vis-à-vis des non-musulmans. Ces meneurs refusaient la participation politique et administrative égalitaire que les réformes prévoyaient. Ils faisaient ainsi croire au peuple qu'un royaume arménien pourrait s'installer en terre d'Islam. À Diyarbakir, un comité anti-arménien, composé de notables et de membres de la nouvelle intelligentsia formée dans les Écoles supérieures de l'État, déclarait dans une lettre au sultan, datée du 4 novembre 1895, que les réformes étaient tout à fait superflues et ne servaient qu'à créer une Arménie autonome alors que

« l'objectif principal » des musulmans était d'« accroître la gloire et la population du khalifat »⁹.

- 24 La question agraire se vit aggravée par les nombreuses spoliations qui eurent lieu durant les massacres. Seule une réaction vigoureuse de l'État central, avec le soutien des grandes puissances, aurait pu limiter les dégâts. En réalité, non seulement les coupables restèrent impunis mais ils furent même récompensés par des terres arméniennes. Une grande partie des survivants furent plongés dans la misère¹⁰. En lieu et place de l'État de droit sévirent l'illégalité et le crime. Compte tenu de l'asymétrie éclatante en termes de forces numériques et de victimes, et du fait que l'État n'a pas soutenu les agressés mais les agresseurs, on ne peut, en aucun cas, parler de guerre civile.
- 25 Suivant l'idée qu'ils avaient de la révolution sociale et socialiste, les révolutionnaires arméniens des partis Hentchak et Dachnak (Fédération révolutionnaire arménienne : FRA) aspiraient à gagner la masse kurde à la cause d'une Anatolie orientale réformée, voire, dans le cas des Hentchak, à la cause d'une Arménie indépendante. Mais leur impact sur les Kurdes restait faible. L'attitude de la nouvelle jeunesse révolutionnaire et nationaliste à leur égard était ambiguë et stéréotypée¹¹. De plus, leur vocabulaire politique était trop rebelle et antireligieux pour convaincre ces voisins musulmans. Aussi, à partir de la révolte menée par Cheikh Ubeydullah, les leaders kurdes se mirent à craindre l'instauration d'un État arménien et d'avoir à restituer les propriétés qu'ils s'étaient attribuées, peur qui durera jusqu'à l'alliance avec les kémalistes au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ce n'est qu'en 1927 qu'une « réconciliation tardive et partielle » aura lieu entre le Dachnak et l'organisation kurde Khoybun : elle se concrétisera par la coopération arméno-kurde dont résultera l'insurrection de l'Ararat. Kamuran Bedirhan, un descendant de l'émir de Botan, deviendra par ailleurs l'un des leaders du Khoybun [Bozarslan 1997].
- 26 Tout comme Abdulhamid II et les « Jeunes-Turcs », la plupart des chefs kurdes voyaient dans la réforme soutenue par les puissances occidentales une conspiration destinée à rendre l'Arménie autonome. De manière générale, les massacres se produisaient lorsque, localement, les leaders musulmans croyaient leur position menacée par les chrétiens et lorsque le gouvernement, animé d'un même sentiment, discréditait le besoin de réforme tout en instrumentalisant le discours religieux. Il faut pourtant souligner que, à commencer par Ubeydullah, qui, en 1879, tenta de gagner les Nestoriens à sa cause, nombre de leaders kurdes se montrèrent favorables à une cohabitation pacifique avec leurs voisins chrétiens. Cette cohabitation fut un des thèmes majeurs du journal *Kurdistan*, publié par les frères Bedirhan exilés au Caire et à Genève entre 1898 et 1902. Mais, au-delà du discours d'une intelligentsia peu nombreuse et des traditionnelles relations pacifiques de voisinage, existait-il, au sein de l'État et des puissances européennes, une réelle volonté de synergie régionale et un réel désir de réforme ?

La « Jeune-Turquie », la question agraire et le nouveau plan de réforme

- 27 De nouvelles opportunités permirent après la « révolution des Jeunes-Turcs » de 1908 de résoudre les conflits entre Arméniens et Kurdes et de réparer, au moins partiellement, les crimes du passé. Le parti arménien FRA et le Comité Union et Progrès (CUP), chargés d'organiser la révolution, collaboraient désormais. La résolution de la question agraire,

condition indispensable à un État de droit ottoman moderne, était au centre de l'accord entre les deux groupes à tendance progressiste. La reprise des idées constitutionnalistes des *tanzimat* fut affichée comme l'un des objectifs majeurs de la nouvelle coalition. Dans les provinces de l'Est, la restitution de la propriété foncière arménienne constituait un défi majeur à la création d'un État de droit. Les Arméniens optèrent pour des solutions élaborées par le gouvernement, et non par l'appareil juridique parce qu'ils ne lui faisaient pas confiance.

- 28 La FRA et le CUP envoyèrent des messagers – dont le fils d'Ubeydullah, Cheikh Abdulkadir – dans les régions kurdes afin de gagner les notables au nouveau régime. Des officiers des régiments *hamidiye* et des leaders kurdes furent arrêtés pour les crimes qu'ils avaient commis avant 1908. Il fut prévu que l'État rachète des terres pour les restituer à leurs propriétaires arméniens. Gouverneur d'Erzurum de 1909 à 1911, et membre du CUP, Celâl Bey s'investit particulièrement dans la nouvelle politique. Parfois, des milices arméniennes aidaient les forces de sécurité ottomanes à lutter contre les auteurs de délits [Reynolds 2003 : 113]. Contrairement à ce qui se passait en Cilicie, la plupart des officiers et gouverneurs des provinces orientales se montraient loyaux envers le nouvel ordre. En général, les Arméniens soutenaient davantage le nouvel ordre que ne le faisaient les musulmans. C'est pourquoi le mécontentement se dirigea avant tout contre eux [Şerif 1999 : 186-187¹² ; Kilicdagi 2005].

- 29 Celâl Bey résume ainsi la question agraire dans la province d'Erzurum :

Je voulais montrer qu'il y avait une loi égale pour tous dans le pays [...]. Des brigands prenaient par la force, ou par d'autres moyens, les terres qui leur plaisaient mais qui appartenaient à des gens plus faibles qu'eux. Autant que je me souviens [il écrit en 1919], le chef de la tribu des Haydaranli, Kör Hüseyin Pacha, a occupé 5 ou 6 villages [...]. Une grande propriété entre Karakilise et Beyazid, que je traversais en quatre heures de voiture, faisait [de manière illégale] partie de la propriété d'un officier des régiments *hamidiye*. Dans bien d'autres endroits, les puissants s'étaient emparés de la propriété des impuissants. Ce qui a le plus préoccupé le gouvernement d'Erzurum a été le conflit foncier [...]. Cette question ne pouvait être résolue que si le gouvernement s'engageait. Or, si à cette époque [après 1908] cet engagement avait existé [...], il n'y aurait plus eu de cause de conflit entre les groupes [ethno-religieux]. Les deux années que j'ai passées à Erzurum comme gouverneur m'ont conforté dans l'idée que, parmi les non-musulmans, les Arméniens étaient le groupe le plus proche de nous et le plus disposé à marcher à nos côtés¹³.

- 30 La plupart des leaders kurdes n'appréciaient pas le tournant de 1908 et s'opposaient à la dissolution des *Hamidiye alaylari*, structure qui avait facilité l'usurpation de la propriété arménienne. Comme l'indiquait Janet Klein :

La peur de devoir rendre les terres qu'ils s'étaient appropriées était sans doute pour les chefs la meilleure des raisons de s'unir politiquement, de s'organiser et de promouvoir ce qui sera appelé vers 1910 « le mouvement kurde » [2002 : 260 ; notre traduction].

- 31 Ce « mouvement national kurde » était en partie une réaction au nouveau régime du CUP, allié à la FRA. Soutenu par les Russes, il créa un comité de coordination appelé « İrşad » (« Direction »), qui comptait, parmi ses leaders, Abdurrezak, membre de la famille des Bedir Khans. Un diplomate français en poste à Erzurum rapporta que des aghas commençaient en 1910 à menacer de « passer au Caucase et se placer sous la protection russe dans le cas où la Sublime Porte ne leur donnerait pas : 1) l'assurance formelle de leur accorder pleine et entière amnistie pour tous les crimes et brigandages commis par

eux durant les dix-huit dernières années ; 2) la promesse officielle de ne pas leur prendre les biens autrefois aux Arméniens et leur appartenant actuellement » [Bozarslan 1997 : 180 ; voir aussi Reynolds 2003 : 91-124].

- 32 Ainsi, une alliance solide CUP-FRA, des ressources financières, des convictions partagées et le soutien d'une communauté internationale unie étaient nécessaires à la réalisation, en Asie Mineure, d'un État de droit capable d'intégrer les tribus kurdes aux provinces orientales. Tous ces éléments n'étaient pas réunis en juillet 1912 lorsque la FRA mit un terme à son alliance avec le CUP. Plus grave, le CUP jouait un double jeu : d'un côté, il amadouait les leaders kurdes, à l'instar d'Abdulhamid, et ce au détriment de la résolution de la question agraire ; de l'autre, il discutait de cette question avec les Arméniens [Klein 2002 : 304-335 ; Kaligian 2009 : 130-139]. Ces derniers refusaient de transiger et exigeaient des réformes profondes.
- 33 Lorsque les États balkaniques déclarèrent la guerre à l'Empire ottoman à l'automne 1912, le CUP, alors dans l'opposition, se repositionna en tant que parti des patriotes musulmans et turcs. En janvier 1913, après un coup d'État, il se lança dans une politique antichrétienne qui visait à marginaliser les Rûms pour, au printemps 1914, les expulser de la côte égéenne [Dündar 2008 : 191-224]. Dès lors, le nouveau nationalisme turc considéra l'Anatolie comme son fief. Cette vision pesa lourd dans la stratégie ethno-religieuse du CUP : les non-musulmans étaient considérés comme inassimilables, contrairement aux musulmans, y compris les non-Turcs. Pour les cadres unionistes, s'assurer le soutien des forces kurdes comptait dorénavant davantage qu'une cohabitation juste, égalitaire et pacifique, par ailleurs très difficile à réaliser. Au début de 1913, le socialiste allemand Parvus, installé à Istanbul et en contact avec des représentants turcs et des représentants arméniens, portait sur la situation le même regard que Celâl Bey : il faisait état d'une population arménienne rurale de plus en plus terrorisée par des aghas et des chefs de tribu kurdes, d'un gouvernement qui ne tenait pas ses promesses et ne punissait pas les crimes, préférant armer les Kurdes qu'il considérait comme « soutenant l'État [*staatstragend*] car musulmans ». Celâl Bey et Parvus soulignaient par ailleurs que des paysans turcs et kurdes étaient aussi victimes de cette situation¹⁴.
- 34 Pourtant, tout n'était pas perdu. La diplomatie européenne s'entendit sur un véritable projet de réforme dans les provinces orientales, conformément à l'engagement pris à Berlin en 1878 et réitéré en 1894-1895. La sécurité sur le terrain devenant de plus en plus précaire, des représentants arméniens s'étaient adressés, fin 1912, à la diplomatie russe, qui élaborait un plan s'appuyant sur celui de 1895. Malgré sa proximité avec le régime « Jeunes-Turcs » et son appartenance à la Triple Alliance, l'Allemagne reconsidéra sa politique jusqu'alors anti-arménienne et soutint la négociation entre la Sublime Porte, les représentants arméniens et la diplomatie russe¹⁵. Ce qui aboutit à un plan révisé, signé avec réticence par le gouvernement ottoman le 8 février 1914.
- 35 Ce plan divisait les provinces orientales en deux zones, nord et sud, contrôlées par deux inspecteurs généraux issus de pays neutres, autorisait l'utilisation des langues locales dans les tribunaux et dans la publication des lois et communications officielles, préconisait la parité entre musulmans et chrétiens dans les conseils de sécurité, supprimait les Hamidiye et prévoyait que les conflits agraires soient tranchés par les inspecteurs généraux¹⁶. Fort de l'appui de toutes les puissances européennes, ce plan semblait enfin promettre une cohabitation sous surveillance entre chrétiens et musulmans. Et ce malgré la stratégie que le CUP poursuivait sur la côte égéenne en ce

début d'année 1914, stratégie annonciatrice de politiques similaires dans le reste de l'Anatolie.

Guerre et génocide dans l'espace arméno-kurde

- 36 Les relations diplomatiques de la Belle Époque se dégradèrent à l'été 1914. L'Allemagne avait refusé de s'allier à l'Empire ottoman, mais, dans un volte-face souhaité par le chancelier, elle accepta fin juillet 1914 l'offre d'alliance du ministre de la guerre Enver Pacha en échange de sa participation à la guerre. D'après Joseph Pomiankowski, attaché militaire autrichien et compagnon d'armes et de voyage d'Enver Pacha, l'intention d'en finir avec la question arménienne fut, pour les activistes du CUP, le moteur de leur implication dans la guerre [1928 : 162-163]. La politique de turquification de l'Anatolie, perçue comme le dernier bastion d'une turcité musulmane, coexistait alors avec des visées impériales panturquistes.
- 37 Approchés par Enver Pacha peu après l'alliance secrète conclue avec l'Allemagne le 2 août 1914, les Russes se montrèrent ouverts à la discussion à condition que soient maintenues les réformes dans les provinces de l'Est. Les Allemands, de leur côté, négligeaient les réformes. Se sentant ainsi dégagé de toute contrainte vis-à-vis de son allié européen, le CUP suspendit les réformes et renvoya les inspecteurs généraux. En août déjà, la situation en Anatolie avait commencé à changer en raison de la mobilisation, de l'abandon des réformes et des réquisitions militaires accompagnées d'exactions à l'encontre des non-musulmans essentiellement [Kieser 2000 : 335-337 ; Aksakal 2008 : 107-108, 127-130].
- 38 Si la propagande turquiste et panturquiste, en pleine effervescence, ne concernait pas les Kurdes, ils étaient en revanche sensibles à la propagande djihadiste. La situation dans les provinces orientales s'aggrava après l'échec de la campagne d'Enver Pacha contre l'armée russe à Sarikamış, qui entraîna famine et épidémies, et la mort de dizaines de milliers de soldats kurdes. La propagande imputa ce désastre à la « trahison arménienne ». Désormais libéré de toute coopération avec les Arméniens et de l'impératif de réforme, le CUP cooptait des chefs kurdes musulmans, dont un bon nombre coopéraient avec les leaders de l'Organisation spéciale *Teşkilât-i Mahsusa* en vue d'exterminer les Arméniens. Suivant « l'esprit de 1895 », quantité de Kurdes participèrent aux exactions, dans les villes comme dans les campagnes [Kieser 2000 : 472 ; Akçam 2006 : 180-181]¹⁷. Seule exception : au Dersim, des tribus aléviées protégèrent les Arméniens dans cette première phase du génocide [Kieser 2000 : 396], qui a vu le massacre d'hommes et la déportation de femmes et enfants vers le nord désertique de la Syrie. Ainsi s'acheva la cohabitation dans les provinces orientales.
- 39 Si une petite minorité de chrétiens, y compris arméniens, étaient restés sur place ou étaient revenus après 1918, la plupart quittèrent le pays au début des années 1920. Une dernière migration dans le troisième quart du xx^e siècle vida l'Anatolie orientale de presque tous ses chrétiens, à l'exception d'un certain nombre de Syriques aux environs de Mardin.

Conclusion

- 40 Avec un siècle de recul, on devrait pouvoir présenter avec une certaine sérénité la détérioration catastrophique, entre 1839 et 1915, de la cohabitation entre chrétiens et

musulmans en Asie Mineure orientale. La fin de la cohabitation est effective en 1915 quand de nombreux Kurdes – à la solde ou non des organisateurs de la destruction des communautés chrétiennes – deviennent les exécutants des massacres.

- 41 Parmi d'autres, deux facteurs macropolitiques et un facteur régional se dégagent.
- 42 Le premier facteur macropolitique est la prépondérance accordée à l'ambition impériale sur la volonté d'établir un État de droit moderne. Au sein des membres du CUP, qui s'autoproclamaient pourtant « sauveurs d'État », cette prépondérance fut manifeste à partir de 1912 surtout. Elle impliqua l'instrumentalisation de la solidarité musulmane et la cooptation de forces locales ouvertement hostiles au principe d'égalité et entraîna la paralysie et le rejet du projet lui-même. Si les priorités avaient été inversées, l'attention et les moyens de l'État se seraient concentrés sur ce projet, au risque de le voir se réduire pour des raisons d'assainissement. Le potentiel génocidaire du CUP est lié à cette valorisation impériale, étroitement associée, à partir de 1913, à une vision agressive et exclusive de l'Anatolie comme foyer de la turcité musulmane. Autrement dit, au lieu de se concentrer sur l'Anatolie de façon constructive, les membres du CUP préféraient cultiver des rêves impériaux tout en poursuivant un modèle exclusiviste.
- 43 Au niveau régional, la majorité des leaders kurdes ne pensaient pas que leur peuple ferait les frais des cooptations dirigées contre la cohabitation égalitaire et plurielle. Dès les *tanzimat*, le contrôle de la propriété, et, via la propriété, le contrôle des paysans, compensa pour eux la perte de leurs administrations et les protégea de l'ascension égalitaire des non-musulmans. Ce comportement des leaders kurdes s'explique en partie par une peur remontant à la réforme des années 1830, qui n'avait tenu compte ni de la réalité des autonomies kurdes ni des modes de cohabitation traditionnels. Les réformes étaient de fait guidées par la volonté qu'avait l'État central de sauvegarder, par cooptation improvisée, son hégémonie, sans tenir compte des réalités sociales et humaines.
- 44 Ajoutons à cela – et c'est le deuxième facteur macropolitique – l'échec de la diplomatie européenne de la Belle Époque, qui a été particulièrement flagrant dans la région kurdo-arménienne, principal théâtre du génocide de 1915. En temps de paix, cette diplomatie avait, malgré la réticence des autorités locales et centrales, les moyens de construire une cohabitation prospère. Pour preuve : le plan de réforme de février 1914. Or, l'échec du système européen en juillet 1914 fut lourd de conséquences pour la région kurdo-arménienne. L'Allemagne, en particulier, tout d'abord associée au plan de réforme, s'allia ensuite à la Turquie ottomane et se dégagea de toute responsabilité. Il importe de souligner la coresponsabilité européenne dans la fin du processus de cohabitation, les puissances européennes s'étant en effet portées garantes de la sécurité des Arméniens lors du Congrès de Berlin.
- 45 L'échec de la cohabitation hantera la région tout au long du siècle. L'idéal dont elle était porteuse (égalité, État de droit, participation régionale et plurireligieuse, multilinguisme) n'est pas tombé dans l'oubli et est réactivé aujourd'hui afin que, tôt ou tard, il devienne réalité, même si le paysage démographique a profondément changé. Ce paysage reconfiguré appelle d'ailleurs un travail d'histoire et de mémoire approfondi.

BIBLIOGRAPHIE

- Akçam, Taner** — 2006, *A Shameful Act : The Armenian Genocide and the Question of Turkish Responsibility*. New York, Metropolitan Books.
- Aksakal, Mustafa** — 2008, *The Ottoman Road to War in 1914 : The Ottoman Empire and the First World War*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Aksin, Ahmet** — 1998, « Tanzimat'ın Harput Eyaleti'nde uygulanması ve karşılaşılan güçlükler », *Bellefen* 62 : 851-861.
- Astourian, Stéphane** — 2011, « The Silence of the Land : Agrarian Relations, Ethnicity, and Power », in R. Suny, F. Göçek et N. Naimark eds., *A Question of Genocide, 1915 : Armenians and Turks at the End of the Ottoman Empire*. New York, Oxford University Press (à paraître).
- Aytekin, Atilla** — 2009, « Agrarian Relations, Property and Law : An Analysis of the Land Code of 1858 in the Ottoman Empire », *Middle Eastern Studies* 45 : 935-951.
- Beysanoğlu, Şevket** — 1998, *Diyarbakır Tarihi*. Vol. 2. Ankara, İrmak Matbaası.
- Bilgelil, M. Kaya** — 1976, *Yakın çağ Türk kültür ve edebiyatı üzerinde araştırmalar*. Vol. 1 : Yeni Osmanlılar. Ankara, Baylan Matbaası.
- Bozarslan, Hamit** — 1997, « Histoire des relations kurdo-arméniennes », in H.-L. Kieser ed., *Kurdistan und Europa : Einblicke in die kurdische Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts*. Zurich, Chronos : 151-186.
- Bruinessen, Martin van** — 1989, *Agha, Scheich und Staat : Politik und Gesellschaft Kurdistans*. Berlin, Parabolis.
- Celâl Bey** — 1919, « Ermeni vakayı'ı, esbâb ve tesirâtı », *Vakit* du 6, 8, et 9 Rebiülevvel 1919, transcrit et reproduit dans *Agos* (30 juillet 2010).
- Deringil, Selim** — 2009, « “The Armenian Question Is Finally Closed” : Mass Conversions of Armenians in Anatolia during the Hamidian Massacres of 1895-1897 », *Comparative Studies in Society and History* 51 (2) : 344-371.
- Dündar, Fuat** — 2008, *Modern Türkiye'nin şifresi. İttihat ve Terakki'nin Etnisite Mühendisliği (1913-1918)*. İstanbul, İletisim.
- Gökçe, Hasan** — 1997, « Bedir Khan Bey, der Emir von Cezire : einer der letzten autonomen Kurdenfürsten des 19. Jahrhunderts », in H.-L. Kieser ed., *Kurdistan und Europa : Einblicke in die kurdische Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts*. Zurich, Chronos : 77-112.
- Gölbaş, Edip** — 2008, « The Yezidis and the Ottoman State : Modern Power, Military Conscription, and Conversion Policies, 1830-1909 ». Master Thesis. Boğaziçi University, İstanbul.
- Hanioğlu, Mehmed Şükrü** — 2008, *A Brief History of the Late Ottoman Empire*. Princeton, Princeton University Press.
- Joseph, John** — 1961, *The Nestorians and their Neighbours. A Study of Western Influence on Their Relations*. Princeton, Princeton University Press.
- Kaligian, Dikran M.** — 2009, *Armenian Organization and Ideology under Ottoman Rule : 1908-1914*. New Brunswick, Transaction Publishers.

- Kévorkian, Raymond H.** — 1992, *Les Arméniens dans l'Empire ottoman à la veille du génocide*. Paris, ARHIS. — 2006, *Le génocide des Arméniens*. Paris, Odile Jacob.
- Kieser, Hans-Lukas** — 2000, *Der verpasste Friede. Mission, Ethnie und Staat in den Ostprovinzen der Türkei, 1839-1938*. Zurich, Chronos.
- Kilicdagi, Ohannes** — 2005, « The Bourgeois Transformation and Ottomanism among Anatolian Armenians after the 1908 Revolution ». Master Thesis. Boğaziçi University, Istanbul.
- Klein, Janet** — 2002, « Power in the Periphery : The Hamidiye Light Cavalry and the Struggle over Ottoman Kurdistan, 1890-1914 ». Doctoral Dissertation. University of Princeton.
- Léart, Marcel** — 1913, *La question arménienne à la lumière des documents*. Paris, A. Challamel.
- Lepsius, Johannes** — 1896, *Armenien und Europa. Eine Anklageschrift wider die christlichen Grossmächte und ein Aufruf an das christliche Deutschland*. Berlin, W. Faber.
- Mandelstam, André N.** — 1917, *Le sort de l'Empire ottoman*. Lausanne, Payot.
- Meyrier, Gustave** — 2000, *Les massacres de Diarbékir. Correspondance diplomatique du vice-consul de France, 1894-1896. Présentée et annotée par Claire Mouradian et Michel Durand-Meyrier*. Paris, L'Inventaire.
- Natanyan, Boğos** — 2008, *Sivas 1877 : Sivas Marhasalığı ve Sivas Vilayetine Bağlı Birkaç Önemli şehir Hakkında Rapor (Sivas, Tokat, Amasya, Merzifon)*. Istanbul, Birzamanlar Yayınları.
- Ohsson, Ignatius Mouradgea** — 1824, *Tableau général de l'Empire othoman*. Vol. 7 : *L'état actuel de l'Empire othoman*. Paris, De l'Imprimerie de Monsieur.
- Özoğlu, Hakan** — 2004, *Kurdish Notables and the Ottoman State. Evolving Identities, Competing Loyalties, and Shifting Boundaries*. New York, State University of New York Press.
- Pomiankowski, Joseph** — 1928, *Der Zusammenbruch des ottomanischen Reiches : Erinnerungen an die Türkei aus der Zeit des Weltkrieges*. Zurich, Amalthea-Verlag.
- Quataert, Donald** — 1983, *Social Disintegration and Popular Resistance in the Ottoman Empire, 1881-1908. Reactions to European Economic Penetration*. New York, New York University Press.
- Raffi [Hakob Mélik Hakobian]** — 2000, *The Fool. Events from the Last Russo-Turkish War (1877-1878)*. Princeton, Gomidas Institute.
- Reynolds, Michael A.** — 2003, « The Ottoman-Russian Struggle for Eastern Anatolia and the Caucasus, 1908-1918. Identity, Ideology and the Geopolitics of World Order ». Doctoral Dissertation. University of Princeton.
- şerif, Ahmet** — 1999, *Anadolu'da Tanîn*. Transcrit par Mehmed Ç. Börekçi. Vol. 1. Ankara, TTK.
- Ungör, Uğur** — 2006, « Center and Periphery in the Armenian Genocide : The Case of Diyarbakir Province », in H.-L. Kieser and E. Plozza eds., *Der Völkermord an den Armeniern. Die Türkei und Europa*. Zurich, Chronos : 71-88.
- Wiessner, Gunnar** — 1997, *Hayoths Dzor-Xavasar : ethnische, ökonomische und kulturelle Transformation eines ländlichen Siedlungsgebiets in der östlichen Türkei seit dem 19. Jahrhundert*. Wiesbaden, Ludwig Reichert Verlag.
- Yarman, Arsen** — 2010, *Palu, Harput, Çarsancak, Çemişkezek, Çapakçur, Erzincan, Kizan, ve Civar Bölgeler 1878. Adalet Arayışı*. 2 vol. Derlem, Yayınları.

NOTES

1. Je remercie vivement Jordi Tejel Gorgas, Clémence Scalbert-Yücel, Hamit Bozarslan et Raymond Kévorkian pour leurs commentaires avisés.
2. Une étude sur la province de Mamuretulaziz montre que des villageois se plaignirent dès le début des résultats contradictoires que les *tanzimat* produisirent en termes d'impôts [Aksin 1998].
3. Groupe hétérodoxe répandu en Asie Mineure et aux Balkans. L'adoration d'Ali (ibn Abi Talib), gendre de Mahomet, est au centre de la vie spirituelle des Alévis, qui ne reconnaissent pas la charia.
4. Il n'existe pas encore d'étude approfondie sur l'agriculture dans les provinces orientales au XIX^e siècle et, en particulier, sur les conséquences du code foncier.
5. Pour des exemples autour de 1880, voir H.-L. Kieser [2000 : 120-126] ainsi que des sources arméniennes contemporaines récemment publiées [Natanyan 2008 ; Yarmen 2010].
6. On ne dispose pas encore d'étude complète sur la question agraire, qui inclurait la riche documentation arménienne et les documentations ottomane et russe.
7. Filiale de la Dette publique fondée après la banqueroute de l'État ottoman en 1875.
8. Groupe kurdophone non musulman, hétérodoxe, très minoritaire, vivant notamment dans la région de Mossoul. Les Yézidis adorent Melek Ta'us (Ange-Paon), à qui Dieu, après la Création, aurait confié la direction du monde.
9. La transcription de cette lettre est publiée dans Ş. Beysanoğlu [1998 : 727-729]. Voir aussi G. Meyrier [2000 : 95-98]. Je remercie Jelle Verheij d'avoir attiré mon attention sur ce comité.
10. G. Wiessner a documenté l'appauvrissement des Arméniens et la détérioration de la cohabitation à Hayoths Dzor, dans la province de Van [1997 : 43-54].
11. Ce qui est très visible dans le roman *The Fool* de H. Raffi [2000], qui traite du lendemain de la guerre russo-ottomane de 1877-1878. La cohabitation avec les Kurdes, devenue difficile voire insupportable, est le principal sujet de ce texte mobilisateur.
12. Voir aussi l'article de A. Şerif traduit dans un journal américain à Istanbul, « A Turkish Correspondent's Views », *The Orient*, 27 avril 1910.
13. Voir Agos, 30 juillet 2010 (notre traduction).
14. Voir A. Parvus, « Armenische Wirren », 8 janvier 1913, Eduard Bernstein Papers, G 354, International Institute of Social History, Amsterdam. Voir aussi Parvus, « Iktisat. Köylüler », *Türk Yurdu*, 22 mars 1912, vol. 1 de la réédition de *Türk Yurdu*, Ankara, Tutibay, 1998, pp. 145-148.
15. Voir la documentation allemande au sujet des « réformes arméniennes » : Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes PA-AA/R14077-14084, notamment le rapport du 24 février 1913 adressé au chancelier par l'ambassadeur Hans Wangenheim (PA-AA/R14078). Disponible sur www.armenocide.de.
16. Voir The Russian Orange Book n° 147, cité intégralement dans A. Mandelstam [1917 : 236-238].

17. Bien des aspects seraient à préciser grâce à l'étude des archives de *Teşkilât-ı Mahsusa* et l'étude d'autres fonds intégrés dans les archives militaires d'Ankara. Des recherches locales et régionales, publiées récemment, permettent de mieux comprendre le processus génocidaire dans les provinces anatoliennes [Kévorkian 2006 ; Ungör 2006].

RÉSUMÉS

Résumé :

Cet article décrit les acteurs et facteurs, internes et externes, de la cohabitation entre chrétiens et Kurdes dans l'Empire ottoman tardif. Il s'intéresse à l'égalité ethno-religieuse, aux rapports entre le pouvoir, la communauté-nation et le territoire, à la propriété foncière et à l'internationalisation des litiges kurdo-arméniens. Les leaders kurdes ont réagi à l'égalité proclamée par les réformes ottomanes et à l'ascension sociale des chrétiens en s'appropriant des terres, y compris par la force. Ils ont ainsi acquis un nouveau pouvoir. L'auteur distingue quatre étapes dans le processus de dégradation des relations arméno-kurdes : le nouvel ordre des *tanzimat* ; le grand massacre des Arméniens à l'automne 1895 ; les nouvelles opportunités créées par la « révolution des Jeunes-Turcs » de 1908, y compris le plan international de réforme établi entre 1912 et 1914 ; la Première Guerre mondiale, avec le génocide de 1915, qui a définitivement mis fin à la cohabitation.

This description of the parties involved and the factors, internal and external, of cohabitation between Christians and Kurds in the latter period of the Ottoman Empire focuses on ethnic and religious equality; the relations between authorities, community-nations and territories; land ownership; and the internationalization of disputes between Kurds and Armenians. Kurdish leaders reacted to the equality proclaimed in Ottoman reforms and to the Christians' upwards social mobility by taking land, even by force, and thus acquired new power. Four phases stand out in the degradation of relations between Kurds and Armenians: the new order of the *tanzimat*; the massacres of Armenians in the autumn of 1895; the new opportunities opened by the "Young Turk Revolution" in 1908, including the international plan for reforms established between 1912 and 1914; and World War I with the genocide in 1915, which put a definitive end to cohabitation.

INDEX

Mots-clés : Kurdes, Arméniens, réformes ottomanes, code foncier de 1858, massacres de 1895, génocide de 1915, révolution des Jeunes-Turcs

Keywords : Kurds, Ottoman reforms, Armenians, Land Code of 1858, Massacres of 1895, Genocide of 1915, young turk revolution